



SPONSORED BY ITEC

Se

NICE CAGNES MONACO VAR CÔTE D'AZUR Économie

Quelle feuille de route pour Philippe Renaudi, nouveau président de la CCI Paca

Mutualisation des moyens, international, attractivité du territoire, JO d'hiver 2034-2038, loi Sapin 2... Le nouveau président de la Chambre de commerce et d'industrie de région est prêt à terrasser tous les dossiers. Rien d'inhabituel pour ce dirigeant d'une entreprise de travaux publics.

K.Wenger Publié le 14/02/2022 à 18:30, mis à jour le 14/02/2022 à 15:12



Philippe Renaudi est également dirigeant de la PME familiale TAMA Travaux Publics. Créée en 1964 à Cagnes-sur-Mer, elle emploie 250 collaborateurs et réalise 40 M€ de chiffre d'affaires. (Photo François Moura - CCIR)

LE DIRECT

- 10:00 Comment le service de CSE externalisé de Luckyou améliore le pouvoir d'achat des...
- 10:00 ♦ À 76 ans, le cycliste du Var Jean-Pierre Dementois améliore le record du monde de...
- 09:47 Covid-19: le soutien aux étudiants a été "tardif" et "décevant", selon la Cour des comptes
- 09:39 Gérald Darmanin souhaite la révocation du policier qui a insulté une femme victime d'une agression...
- 09:26 Rap, théâtre et opéra... Fianso, le rappeur qui conjugue les scènes
- 09:15 ♦ "Mon ambition: gagner": Guillaume Martin se confie avant le départ du tour des Alpes...

[AFFICHER PLUS](#)



ABONNEZ-VOUS



Élu en décembre à la présidence de la chambre de commerce et d'industrie de

région (CCIR) Provence Alpes-Côte d'Azur, Philippe Renaudi, par ailleurs patron de la PME familiale Tama Travaux Publics à Cagnes-sur-Mer et président de l'Union pour l'entreprise des Alpes-Maritimes (UPE06), s'est rapidement mis au travail.

Impatient d'en découdre avec ce "nouveau challenge", il ne découvre pas pour autant le fonctionnement des CCI puisque ce sont les unions patronales qui désignent les chefs de file pour les élections aux chambres consulaires. Et si les dossiers s'amoncellent sur son bureau, voici ceux qu'il entend mener en priorité.

Quel est, selon vous, le chantier le plus urgent?

La mutualisation des moyens *[pour pallier notamment la baisse des ressources fiscales des CCI territoriales, ndlr]*, un dossier très important, déjà avancé par mon prédécesseur Roland Gomez. Je me suis fixé de l'avoir fini à la fin de l'année. C'est un axe qui a d'ailleurs été souligné par le nouveau président de CCI France, Alain Di Crescenzo *[élu fin janvier, ndlr]*. Je rappelle qu'à part l'international, la CCIR Paca a avant tout un rôle de support auprès des CCI territoriales (Nice Côte d'Azur, Var, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Marseille Provence, Pays d'Arles et Vaucluse).

Pourquoi mutualiser?

Pour éviter la régionalisation. On cherche à faire des économies de moyens mais sans sacrifier de l'emploi. On met donc des moyens en commun. Chaque CCI territoriale va porter un sujet. Celle de Nice Côte d'Azur, par exemple, réalisera la mise en mutualisation de l'informatique. A celle du Var, iront les ressources humaines et les projets européens. Les finances et le contrôle de gestion échoient à la CCIT des Alpes-de-Haute-Provence. La veille des appels d'offres, la délégation de services publics et la coordination des études vont à la CCI métropolitaine Aix-Marseille-Provence tandis que les achats-marchés, le juridique et RGPD dépendront de celle du Vaucluse. Enfin, l'international sera l'affaire de la CCI des Hautes-Alpes. L'emploi et la formation seront gérés par la CCI Pays d'Arles. Bien entendu, il est impossible pour l'instant de chiffrer les économies; on verra à la fin de l'année.

ACTUALITÉ DES MARQUES



Mon rappel vaccin Covid
Ameli.fr : une aide pour calculer sa date de rappel

En savoir plus

Inspired by  invibes

Quels risques y a-t-il si la mutualisation n'est pas mise en place?

Celui de la réforme de la régionalisation et là, on ignore à quelle sauce on sera mangé. Mais c'est une réforme que l'on subira alors qu'il vaut mieux l'accompagner et être force de propositions. On risque par exemple de n'avoir plus que des fonctions support dans les CCI territoriales et des directeurs uniquement à Marseille. Ce serait la fin de la proximité. Alors que la CCI Nice Côte d'Azur a démontré son efficacité durant la Covid, les inondations et les attentats.

La CCIR Paca est emblématique, comme l'Île-de-France, Rhône-Alpes, et elle doit montrer qu'elle a fait l'effort de la mutualisation.



FRANCE Santé coronavirus

Fin du port du masque en intérieur: le ministre de la Santé Olivier Véran évoque l'échéance de la mi-mars



VALLEES Vie locale

"Fabuleux", "neige excellente, "magnifique"... Les chutes de neige dans les stations de ski de la Côte d'Azur...



L'international est également un axe de développement...

En 2021, notre chambre consulaire régionale est arrivée première en termes d'objectifs atteints sur tout ce qui est export et international. Là aussi, c'est un travail débuté par mon prédécesseur et il ne faut pas en couper l'élan.

Notre ambition est d'aider les entreprises régionales à partir à l'international. Dans la région, nous en avons identifié cinq mille et on essaie d'en traiter mille par an. On parle d'export mais pourquoi la CCIR ne mettrait-elle pas aussi en valeur l'attractivité de notre territoire en étant complémentaire d'organismes existants comme Team Côte d'Azur, Provence Promotion ou RisingSUD...

Il faut être fédérateur car pour les Chinois ou les Américains, notre région n'est qu'un point sur la carte. La CCIR pourrait par exemple être un guichet unique.

PUBLICITÉ



La CCI Nice Côte d'Azur a récemment été secouée par le rapport de l'Agence française anticorruption (AFA). Quels enseignements en tirez-vous?

J'ai rendez-vous avec le préfet de région à ce sujet. La CCI de région doit impulser une démarche commune aux CCI territoriales pour qu'elles se mettent en conformité et qu'elles appliquent les dispositifs de la loi Sapin II *(pour la transparence, l'action contre la corruption et la modernisation de la vie économique, ndr)* que la chambre de Nice Côte d'Azur a mis en place depuis le rapport de l'AFA.

Des procédures concernant notamment les appels d'offres, le passage des sous-traitants devant une commission de réflexion pour prévenir des conflits d'intérêts que la loi Sapin II n'oblige pas mais que l'AFA préconise... On va donc être plus royalistes que le roi. A noter qu'après Nice, la CCI Île-de-France est en plein audit de l'AFA.

Un autre dossier en cours?

Renaud Muselier, le président de la Région Sud, a annoncé vouloir porter la candidature des Alpes du Sud pour les JO d'hiver 2034 ou 2038. La CCIR lui apporte son soutien total et, dans cette optique, elle a mobilisé les trois départements alpins (Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence et Alpes-Maritimes).

Lors de l'assemblée générale de la CCI des Hautes-Alpes qui s'est déroulée il y a quelques jours, j'ai proposé d'inclure cette prospective à la question de l'aménagement du territoire: quelles zones mettre en avant pour les JO? Serre-Chevalier, Pra-Loup...

Chaque chambre consulaire doit réfléchir sur le sujet et s'intégrer dans cette démarche. 2034 et 38, c'est maintenant qu'on doit y penser. Je vais sensibiliser pour que les CCIT soient impliquées dans l'aménagement du territoire. À l'instar d'Albertville qui, en accueillant les Jeux en 1992, a vécu dix ans d'expansion économique, les JO pourraient être une opportunité incroyable pour les trois départements.



MENTON Vie locale

Découvrez en images ce nouvel hôtel luxueux de Roquebrune-Cap-Martin



Passation à l'UPE06

Depuis son élection à la CCI de région, Philippe Renaudi a déjà quitté ses fonctions au Medef national – notamment à la présidence du comité des métropoles. Il passera aussi la main à l'Union pour l'entreprise des Alpes-Maritimes (UPE06) où il termine son deuxième mandat – il a été élu en 2016. *"Cette double mandature est importante car elle permet d'exister au niveau national",* explique-t-il.

Arrivé quelques jours avant l'attentat de Nice, il part avec *"une trésorerie qui a triplé, ce qui permet de mener tous les ans de grosses actions. J'ai géré l'union patronale et ses neuf permanents comme si c'était ma boîte, ce qui nous a permis durant la Covid de fournir un bon niveau de services à nos adhérents (environ 1.000, un chiffre pratiquement toujours en croissance). On a clôturé en avance le crédit concernant l'achat des locaux à Saint-Laurent-du-Var et nous avons réalisé 350k€ de rénovation des bureaux."*

Durant cette mandature notamment marquée par les attentats, Philippe Renaudi a renoué avec les institutionnels, les divers services de l'État et mis en place les Rencontres économiques territoriales par bassin, des déjeuners avec les grandes entreprises et enregistré des entrées record lors des Entrepreneariales (plus de 4.000 en une seule journée).

Entamée en juillet 2019, la réforme des statuts de l'UPE06 sera finalisée par le prochain président issu du commerce. *"La date limite des dépôts de candidature est fixée au 25 février et les élections auront lieu le 31 mars."* La passation entre les présidents, elle, se déroulera fin juin.



NICE Conso / Shopping

Pourquoi le Carrefour Lingostière de Nice instaure une "heure silencieuse" tous les jours dans sa grande surface



FRANCE Faits de société coronavirus

passvaccinal

Réouverture des discothèques, consommation de boissons au cinéma et dans les bars, concerts... Tout ce qui...



Sponsorisé par Disons Demain
Vous avez plus de 50 ans et vivez près de Sainte-marie ?



Sponsorisé par Lecomparateurassur...
Sainte-marie, ces nouvelles mutuelles cassent les prix : jusqu'à 45% d'économie



Sponsorisé par Monoprix
MONOPRIX.FR vous offre 30% de remise dès 100€ d'achats avec le code..

COMMENTAIRES

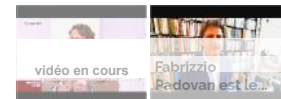
Pas de commentaire

S'inscrire

Connexion



Démarrer une discussion...



Vidéos proposées par Digitel

Sponsorisé

[Galerie] CGI montre à quoi ressembleraient les figures...

Bavardist

